

site en Europe. Un des membres du parti libéral s'était entretenu avec le ministre de la Défense du gouvernement britannique à l'époque. Il lui avait demandé s'il ne serait pas préférable pour les intérêts de la paix mondiale que le Canada dispose d'une force mobile. Le ministre de la défense britannique lui avait promptement répondu oui et lui avait dit qu'il aimerait voir notre pays envoyer une force mobile en Indonésie et contribuer ainsi à assurer la paix dans le monde. Nous n'y sommes pas allés. Nous ne sommes pas allés au Vietnam non plus. Nous n'avons fait qu'un seul effort véritable à Chypre. Le ministre dans l'exposé qu'il a fait au moment de soumettre ses prévisions de dépenses n'a même pas mentionné le nom de Chypre. D'après l'un des préopinants, le seul effort véritable que nous fassions, de nos jours, est dirigé contre les Rhodésiens de race blanche, en Afrique, et cette activité ne prend guère un caractère militaire.

Je souhaiterais que participent davantage au débat les créditistes qui se préoccupent constamment des dépenses du gouvernement, surtout de celles qui constituent du gaspillage. C'est maintenant que doit se prononcer tout député qui a à cœur les intérêts des contribuables. Il y a, dans ma circonscription comme, j'en suis sûr, dans celle du député de Red-Deer qui est intervenu au cours de la discussion, des projets auxquels j'aimerais que le gouvernement donne suite. Mais on nous répète sans cesse que les fonds ne sont pas disponibles.

Lorsqu'on a demandé au gouvernement de porter à \$100 par mois la pension de vieillesse, il nous a dit que l'argent manquait. A grands cris le gouvernement a dit qu'il n'y avait pas d'argent. Pourtant on voit du gaspillage dans ce ministère: 215 millions affectés à l'achat d'un avion qui ne vole même pas; 3,5 millions de dollars par an qui servent à l'entretien de missiles Bomarc qui étaient presque désuets lorsqu'ils ont été construits; \$175,000 pour former chacun des 500 pilotes qu'on a obligés à ne plus voler—faites un petit calcul ici, monsieur le président—13,000 hommes qui ont quitté les forces armées de leur plein gré; et maintenant 65 millions de dollars qui vont être dépensés au nom du gouvernement pour inciter les membres des forces armées à se rengager. Que les députés des deux côtés de la Chambre examinent ces chiffres et se demandent si c'est ce qu'on appelle en avoir pour son argent.

Faisons-nous ce que le contribuable canadien attend de nous? Je suis sûr que si on révélait ces dépenses à tous les contribuables pour qu'ils les examinent attentivement—et le temps de l'imposition va venir bientôt—chaque contribuable, en envoyant sa formule à la fin

d'avril, se dirait alors: «un cinquième de cet argent ira au ministère de la Défense nationale qui me protège du danger de devenir riche». C'est à peu près ce qu'il en est, monsieur le président, car une armée qui assaillerait le Canada, à l'heure actuelle, ne trouverait aucune résistance. Nos forces armées n'ont jamais été aussi impuissantes, le moral est à plat, les avions ne volent plus, les navires et l'infanterie n'ont pas de personnel. Où en sommes-nous? Pourquoi donnons-nous à ce ministère un cinquième de l'argent des contribuables? Je voudrais qu'on le dise à tous les Canadiens.

S'il y a un ministre du gouvernement actuel qui a failli à sa tâche, qui a berné la population et lui a dépeint la situation sous de riantes couleurs, c'est bien le ministre de la Défense nationale. Je me souviens encore du temps où il fustigeait le gouvernement de l'époque au sujet du contremandement relatif aux appareils Avro Arrow. Il qualifiait cette mesure d'épouvantable, alors qu'il savait très bien qu'il n'en était rien et que la décision remontait à 1956. Il a fustigé le gouvernement sur la question des armes nucléaires. Et voilà maintenant que le gouvernement actuel les met de côté. Il a déclaré à la population qu'il lui épargnerait un montant colossal en amalgamant les trois armes. Le fait-il vraiment, monsieur le président? Les prévisions budgétaires des cinq dernières années ont été consignées au compte rendu par le député de Calgary-Nord. Environ 1,500 millions de dollars par année ont été dépensés, dont 12 p. 100 seulement au compte de nouvelles armes. Alors, où est donc cette économie? Il n'y en a même pas trace.

M. le président suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je m'excuse d'interrompre le député, mais son temps est écoulé.

• (5.50 p.m.)

M. Pugh: Monsieur le président, puis-je modifier légèrement l'allure du débat. Je veux parler très brièvement d'un problème extrêmement important, me semble-t-il; la situation dure depuis longtemps, et on devrait y porter remède. Il s'agit du vote des militaires dans les élections fédérales. Je veux d'abord parler du scrutin lui-même, puis de la publication du suffrage.

Sauf erreur, le scrutin est secret, mais parce que le nom du militaire figure sur l'enveloppe renfermant l'enveloppe scellée dans laquelle se trouve son vote, le militaire, quand il vote, croit que son suffrage est connu. J'ai parlé avec un bon nombre de militaires, et ils croient qu'on sait en faveur de qui ils votent. A mon avis, nous devrions leur donner l'assurance que ce sont des gens